Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal | **www.quartierlibre.ca**

Q!
Quartier L!bre
Volume 27 | nº 2 | 2 octobre 2019

SPÉCIAL CLIMAT

Trois initiatives universitaires
Analyse du mouvement
Le cas Polytechnique

EN MARCHE POUR L'AVENIR

AMÉNAGER L'ENSEIGNEMENT

Les nouveaux laboratoires et nouvelles salles de classe du campus MIL ont été pensés afin de créer un environnement stimulant et valorisant tant pour les étudiants que pour les professeurs des départements des sciences de l'UdeM. Ces aménagements permettent de diversifier les manières d'enseigner.

PAR ESTHER THOMMERET

« *Le MIL fait partie des meilleures installations au Canada »,* affirme la professeure au Département de chimie Hélène Lebel. Son avis est partagé par d'autres professeurs des départements des sciences. Tous notent une nette amélioration par rapport au Pavillon Roger-Gaudry. Les architectes, en collaboration avec des professeurs de chimie de l'UdeM, se sont basés sur les modèles d'autres universités et d'industries pour réaliser les plans des laboratoires d'enseignement du campus MIL.

« Les nouvelles installations facilitent l'enseignement et donnent le goût d'assister aux cours, témoigne l'étudiant en chimie et membre de l'association de son programme Mathieu Morency. *Ça ne me surprendrait pas que l'année prochaine, le taux d'inscription double. »* Pour Mathieu, le campus MIL est incomparable aux installations de l'ancien pavillon au sein duquel il a réalisé son baccalauréat.

Photos : Jacob Côté

Les étudiants et professeurs du Département de chimie sont satisfaits des nouvelles hottes du campus MIL, permettant une meilleure ventilation et un espace de travail plus sain.

Un environnement stimulant

« C'est aéré, les salles sont bien insonorisées, il y a une meilleure ventilation, donc aucune odeur de produits chimiques, c'est plus respirable », constate Mme Lebel. Les nouvelles technologies ont, selon elle, un effet sur la santé et la sécurité. *« Les lieux d'études et de rencontre sont aussi beaucoup mieux, l'ensemble crée une atmosphère plus intéressante »,* affirme-t-elle. Le fait d'avoir regroupé les différents départements des sciences est nettement plus stimulant, d'après elle.

« Ce que j'aime beaucoup, c'est l'accessibilité aux lieux de travail, comme la proximité de la bibliothèque, note le professeur au Département de chimie Christian Reber. *Elle se trouve maintenant à une minute des laboratoires et salles de cours. »* Le professeur explique que dans l'ancien pavillon, la bibliothèque était très éloignée des lieux d'enseignement, ce qui n'était donc pas très pratique. *« Le campus MIL est un environnement de travail absolument superbe »*, estime-t-il.

Selon les professeurs, les nouveaux laboratoires facilitent les interactions et le travail de groupe pendant les cours pratiques de chimie.

L'étudiante au baccalauréat en sciences biologiques Andréa Serres trouve que les nouvelles installations favorisent les interactions sociales. *« Ce n'est pas la même ambiance, tous les étudiants des sciences sont réunis au même endroit »,* précise-t-elle. *Ça crée de nouvelles dynamiques et de beaux échanges.* »

Pour un meilleur apprentissage

D'après M. Reber, la différence notoire se trouve dans l'aménagement des espaces. *« À Roger-Gaudry, nous ne pouvions pas déplacer les tables, la ventilation n'était pas bonne et chacun travaillait dans son coin,* souligne-t-il. Il est convaincu que les nouvelles installations vont changer sa manière d'enseigner. Dorénavant, les espaces facilitent l'interaction et le travail de groupe pendant ses cours pratiques de chimie. *« Il y a des salles avec plusieurs écrans, ce qui permet aux étudiants et professeurs de travailler simultanément, ce n'était pas possible avant »,* avance-t-il.

Mme Lebel partage l'avis de son collègue. *« Il y a aussi de nouvelles possibilités, comme les différents écrans qui permettent de projeter des instructions, ou des vidéos pour que les étudiants puissent savoir ce qu'ils doivent faire comme manipulation »*, explique-t-elle. D'après le professeur à la Faculté des sciences de l'éducation Emmanuel Poirel, l'enseignement peut se faire de manière plus créative à l'heure actuelle, grâce aux outils technologiques, ce qui apporte davantage d'options dans la manière d'enseigner.

« L'avantage d'avoir un édifice qui respecte les normes actuelles est que l'environnement permet d'éviter les inconforts, énonce M. Poirel. *Comme, par exemple, éviter les excès de température, améliorer la qualité de l'air, permettre le déplacement des meubles ou encore faciliter l'accès au transport en commun. »* D'après lui, l'environnement lumineux et ouvert a un effet indéniable sur le bien-être des étudiants et favorise l'apprentissage.

Une valorisation du travail

Ces nouveaux aménagements pourraient, selon M. Poirel, avoir un effet sur la reconnaissance. *« Mettre l'accent sur l'environnement de travail, c'est une forme de reconnaissance pour les employés et les élèves »*, considère-t-il. En construisant des laboratoires à la fine pointe de la technologie, c'est une manière de la part de l'UdeM de reconnaître le travail des scientifiques et de permettre qu'ils soient fiers de leur environnement, selon le chercheur. Indirectement, cela enverrait le message que la direction se préoccupe de l'espace de travail de son personnel.

ÉDITO

MARCHE OU CRÈVE

PAR ROMEO MOCAFICO

Le message est clair : les jeunes veulent de l'action. Près de 500 000 personnes en ont réclamé au gouvernement vendredi dans les rues de Montréal (page 8). Pourtant, cette apathie largement décriée semble avoir inspiré la jeunesse. Dans l'intention de vote du moins.

Derrière les slogans, les militants ne se déplacent pas en assez grand nombre aux bureaux de vote. Si dans les esprits des marcheurs l'heure est à l'urgence environnementale, la crise climatique n'a pas encore atteint les urnes. Les Québécois en ont fait l'amer constat en offrant la majorité en octobre dernier au parti s'en souciant le moins : la CAQ de François Legault, avec le pire programme environnemental parmi les candidats, a raflé 38,5 % des suffrages.

Les étudiants les plus engagés ont beau crier plus fort, marcher plus longtemps, leurs aînés sont toujours plus nombreux qu'eux lorsqu'il s'agit de voter. Ces derniers sont aussi ceux qui se soucient le moins de l'environnement. Le paradoxe est posé pour ces jeunes assoiffés de mesures à quelques jours des élections fédérales.

Ils seront un nombre important à pouvoir exercer leur droit de vote au Canada cet automne : 7 208 200 électeurs seront âgés de 18 à 34 ans lors du scrutin du 21 octobre 2019, et représenteront 26,5 % de l'électorat canadien.[1] Une manne électorale pour qui voudra bien s'en emparer et certains ont déjà lancé l'opération séduction.

Photo : Romeo Mocafico

Question de *timing*

La venue de l'activiste écologiste suédoise Greta Thunberg peut faire trembler l'Organisation des Nations unies, cela n'effraie pas Justin Trudeau. Au risque de se faire chahuter pour ses récents choix politiques, le chef libéral s'est joint au cortège, armé de son sourire le plus écoresponsable. Ne serait-ce pas là une vaine tentative de *greenwasher* son *blackface* ?

Justin Trudeau devait se douter que l'environnement est l'une des deux principales motivations des jeunes de 18-21 ans pour s'engager en politique[2], lorsqu'il a commencé à défendre son bilan climatique cette semaine. Avec des annonces de mesures pour la protection de l'environnement, le chef du Parti libéral donnerait tout pour se faire pardonner le rachat de l'oléoduc Trans Mountain, pour 4,5 milliards de dollars.

Quoi de mieux dans ce contexte que de surfer sur la vague verte qui a englouti Montréal la semaine dernière ? Le mouvement au départ étudiant submerge tous les pans de la société depuis l'appel à la grève de la jeune militante suédoise (page 8). Se réconcilier avec la rue permettrait au chef libéral d'asseoir son statut de leader des sondages, avec 34 % des intentions de vote[3] à ce jour, malgré ses déroutes environnementales.

Feu vert

L'espoir n'est pas pour autant perdu, pour toi, jeune activiste en marche pour l'avenir. Le vote vert arrive en seconde position du même sondage (17 %) et la participation des jeunes de 18 à 24 a bondi de 18 points entre 2011 (39 %) et 2015 (57 %)[4]. À l'image de ce manifestant – visiblement non *vegan* – ayant accueilli Justin Trudeau à coup de lancés d'œufs lors de la marche, passe à l'action, mais aux urnes.

Marche, et vote.

1. Selon les calculs de l'Institut du nouveau monde, basés sur les chiffres d'Élections Canada.
2. Selon un sondage Ipsos-*La Presse*
3. Selon un sondage Léger mené pour *Le Devoir*
4. Selon les calculs de l'Institut du nouveau monde, basés sur les chiffres d'Élections Canada.

Prochaines réunions de production : les mercredis les 2 et 16 octobre à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Romeo Mocafico
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Esther Thommeret
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Édouard Ampuy
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Romeo Mocafico
culture@quartierlibre.ca

Marty Daoust, Sandrine Fragasso, Marine Gachet, Zoé Gadessaud, Aisha Jalil, Roman Massion, Hadrien Maugué, Charlotte Morand, Louis-Philip Pontbriand, Léa Saad, Karina Sanchez

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Romeo Mocafico

PHOTOGRAPHE
Jacob Côté

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

CORRECTRICE
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEURE
Amélie Bayeur

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari

PUBLICITÉ
Accès-Média [accesmedia.com]

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
7 octobre 2019

PROCHAINE PARUTION
16 octobre 2019

VERS LA VALORISATION DES DONNÉES DE RECHERCHE

Afin d'accroître la visibilité des données de recherche des étudiants de l'UdeM, les bibliothèques de l'Université offrent depuis septembre un espace au sein du service de dépôt Dataverse *de Scholars Portal*. Cette plateforme vise à favoriser les interactions entre les chercheurs du monde entier.

PAR KARINA SANCHEZ

Dataverse est un logiciel développé par l'Université de Harvard, qui permet aux étudiants du campus de déposer leurs données de recherche sur une plateforme, dorénavant bilingue. Ces données peuvent prendre différentes formes comme des textes, des données numériques, des enregistrements sonores, des questionnaires d'enquête complétés ou encore des images et des vidéos. L'UdeM, en partenariat avec des universités ontariennes et les auteurs de l'infrastructure *Scholars Portal*, a formalisé un espace au sein de cette plateforme début septembre.

Photo : Pixabay.com

Le logiciel Dataverse est utilisé par des centaines d'organisations et universités dans le monde entier.

Le potentiel de la matière brute

Le matériel brut de la recherche, soit les données, est souvent moins visible que les articles rédigés, d'après la directrice du Soutien à la réussite, à la recherche et à l'enseignement, Diane Sauvé. Le simple fait d'avoir accès à cette plateforme crée du potentiel. *« On peut créer du savoir en réutilisant les données avec une autre fin que celle utilisée lors de la recherche initiale, ou en les croisant avec d'autres données »,* suggère-t-elle.

> ***« Cela augmente les chances que les chercheurs communiquent entre eux pour mener d'autres études. »***
>
> Diane Sauvé
> Directrice du Soutien à la réussite, à la recherche et à l'enseignement à l'UdeM

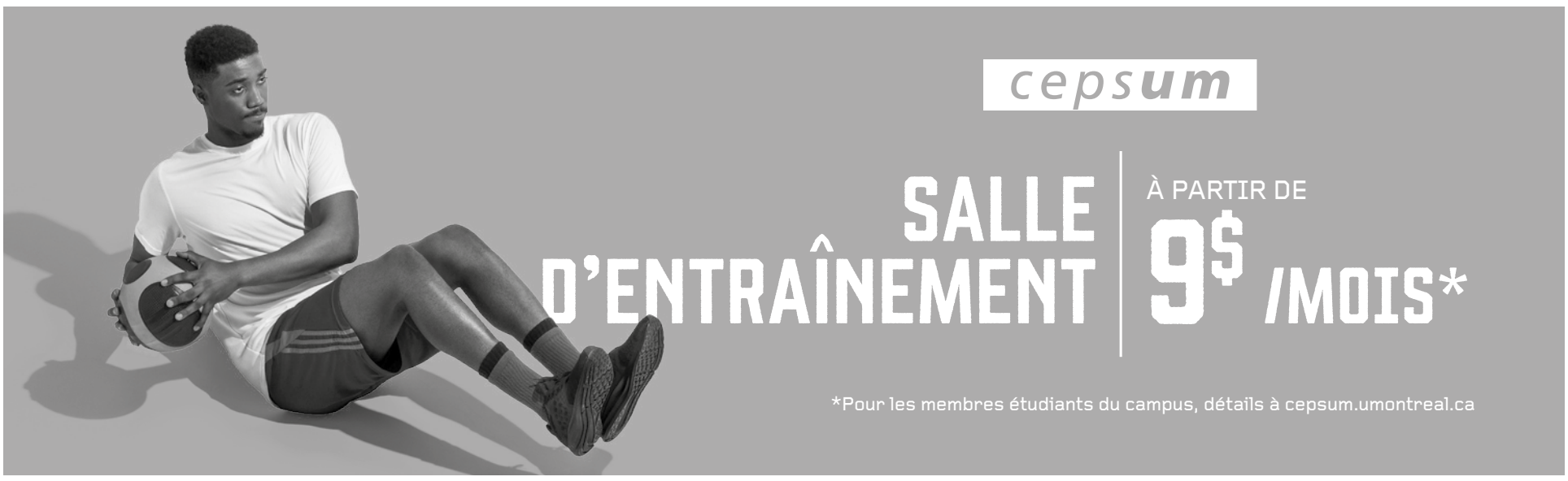
Cette démarche pourrait être adoptée par des chercheurs venant des quatre coins du monde, puisque le logiciel est actuellement utilisé par des centaines d'organisations internationales. Au-delà des usagers de la plateforme, la visibilité des données est optimisée, car celles-ci sont indexées par des moteurs de recherche. « *Cela augmente les chances que les chercheurs communiquent entre eux pour mener d'autres études* », relate Mme Sauvé.

La réputation des chercheurs participants pourrait aussi prendre un virage intéressant, fait remarquer la bibliothécaire en soutien à la gestion des données de recherche, Ève Paquette-Bigras. « *C'est sûr que d'être transparent et de partager l'ensemble de ses données, surtout pour des étudiants qui n'ont pas encore de réputation établie, peut aider à se faire connaître plus rapidement* », signale-t-elle.

Du soutien dans la gestion des données

Le poste de Mme Paquette-Bigras a été créé l'an dernier. En élargissant son offre de service, l'UdeM voulait s'assurer de détenir les compétences afin de fournir un soutien adéquat aux bibliothécaires sur le terrain, qui travaillent de près avec les étudiants produisant des données de recherche, explique Mme Sauvé.

Ce poste vise à répondre à ces besoins, tout en veillant à mettre en valeur les données des étudiants, notamment ceux issus de disciplines mal desservies en matière de sites de dépôt. « *Plusieurs sont orphelins de dépôts, tels que les étudiants en sciences sociales et humaines*, souligne-t-elle. *Donc, Dataverse est un service qui est nécessaire, qui est riche. »* Le rôle de la bibliothécaire est notamment de formuler des recommandations en ce qui concerne les meilleures façons de documenter des données, de les diffuser ou d'identifier les enjeux rattachés à celles-ci.



PARTAGER L'ESPACE DU MIL

Les plans d'aménagement du campus MIL ont regroupé les cafés des associations étudiantes du Complexe des sciences au même endroit. Peu pris en considération dans les prises de décision, les étudiants évoquent leurs inquiétudes quant au partage de l'espace de vie et tentent de trouver des accommodements.

PAR ESTHER THOMMERET

« Les associations étudiantes ont hâte de collaborer pour créer un milieu de vie agréable pour tous, mais partagent également leurs craintes sur la façon dont va se concrétiser cette cohabitation », témoigne la secrétaire générale de la FAÉCUM, Sandrine Desforges. Bien que les membres des associations soient majoritairement satisfaits du nouveau campus, en comparaison avec le Pavillon Roger-Gaudry, l'aménagement des cafés ne semble pas convenir à tout le monde.

Une cohabitation imposée

« Ce qui est un peu décevant, c'est qu'avant nos locaux et cafés étaient dispersés, mais maintenant, les quatre cafés sont au même endroit, témoigne le président de l'Association des étudiants de chimie, Denis Mankovsky. *Nous pensons que ça va entraîner une certaine concurrence et peut-être des difficultés au niveau de la coexistence. »* Selon lui, des discussions ont commencé entre les responsables pour tenter de trouver des solutions et, peut-être proposer une harmonisation des prix ou une spécialisation dans certains produits.

« Les responsables de café se rencontrent et essayent de changer les menus de chaque comptoir, pour que nous ne nous marchions pas trop sur les pieds », explique la vice-présidente aux affaires externes de l'Association des étudiants de physique, Alix Brun-Berthet. L'étudiante partage ses doutes quant à l'adaptation des étudiants aux nouvelles installations, notamment le fait que leur local et leur café sont maintenant assez éloignés, ce qui crée un changement de dynamique.

Quid du processus décisionnel

Selon Sandrine Desforges, les premières ébauches de l'aménagement du campus MIL ont commencé il y a longtemps. La FAÉCUM et les associations étudiantes ont été prises en considération dans le processus décisionnel il y a plusieurs années, quant à la manière dont les espaces étudiants ont été pensés pour le campus MIL. *« Mais il a fallu beaucoup travailler pour montrer le besoin d'installer des espaces de vie étudiante, pour qu'il n'y ait pas qu'un seul café, par exemple, mais bien un pour chaque association »*, insiste Sandrine. Placer tous les cafés au même endroit a donc été la solution idéale, selon elle, considérant le contexte. *« En effet, les associations ont été incluses relativement tard dans le processus décisionnel, donc pour s'assurer que chacune puisse avoir son propre café, la solution était de séparer l'espace prévu en quatre »*, développe-t-elle.

La secrétaire générale de la FAÉCUM souhaite que les futurs étudiants du campus MIL soient inclus dès maintenant dans les discussions, pour qu'ils puissent exprimer leur avis sur les espaces communs. *« Je pense que la morale de l'histoire, c'est que l'UdeM a tout à gagner à nous inclure dans le processus de décision lors de la deuxième phase du campus MIL et l'arrivée des autres départements »*, note Sandrine. Une façon de faire qui, selon elle, pourrait permettre de ne pas venir contrecarrer des décisions déjà prises, mais plutôt de les anticiper et de permettre une cohabitation saine.

Photos : Jacob Côté

Les installations des cafés sont inachevées et les étudiants notent des défauts d'aménagement.

〉 DÉFAUTS D'INSTALLATION

« L'idée générale, c'est que c'est très esthétique, mais ce n'est pas forcément très pratique », témoigne Denis Mankovsky. Il a été déçu de voir que le café de l'Association de chimie était inachevée lors de l'arrivée des étudiants au MIL, qui a d'ailleurs été retardée en raison des travaux. Outre le fait qu'aucun lavabo ni tuyauterie n'était installé, l'étudiant en chimie estime que plusieurs installations ne soient pas forcément bien pensées. *« Une armoire est installée au-dessus du frigo et s'ouvre directement sur un gicleur d'incendie, nous avons donc demandé de la retirer pour des questions de sécurité »,* raconte-t-il. C'est également le cas d'un tiroir qui ne s'ouvre pas à cause de la façon dont il a été installé, ce qui limite les espaces de rangement. *« Ils ne se sont pas rendu compte que ce n'était pas fonctionnel, il reste encore beaucoup de travail de finition »,* explique le président de l'Association de chimie, Denis Mankovsky.

Du côté de l'Association de physique, le café Physum note également quelques petits défauts au niveau de son aménagement. *« La disposition de la place de rangement est un peu particulière, il y a beaucoup de place pour les poubelles, mais peu d'étagères pour le rangement »,* souligne Alix Brun-Berthet.

La FAÉCUM se charge de faire le lien entre les cafés associatifs et l'administration de l'UdeM pour régler ces problèmes le plus rapidement possible. *« L'Université s'est montrée très réceptive et est consciente qu'avec le report de la rentrée, ce n'était pas des conditions idéales pour les cafés »*, affirme la secrétaire générale de la FAÉCUM, Sandrine Desforges.

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

William Blaney
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES EXTERNES
externe@faecum.qc.ca

À L'UDEM, #JEVOTE!

Le 21 octobre prochain, les Canadiennes et les Canadiens seront appelés aux urnes afin de faire entendre leur voix dans le cadre des élections fédérales. Considérant que le Canada compte plus de 7 millions de jeunes entre 18 et 34 ans, cette population détient un poids électoral non-négligeable. Toutefois, ce n'est qu'un peu plus de la moitié de ce groupe d'âge qui se rend aux urnes. Il est donc primordial de s'assurer de donner aux étudiantes et aux étudiants les ressources nécessaires afin d'augmenter leur participation, et d'être en mesure de faire entendre leur voix sur la multitude d'enjeux qui les touchent.

Dans le but d'encourager la population étudiante à aller voter, la FAÉCUM participe à la campagne *Sortons voter* lancée par l'Alliance canadienne des associations étudiantes (CASA-ACAE), à laquelle participent 36 associations étudiantes de partout au Canada. **En vous engageant à voter sur le site sortonsvoter.ca, vous vous inscrivez à une liste d'envoi afin de recevoir toutes les informations pertinentes en vue du vote.**

VOTER DIRECTEMENT SUR LE CAMPUS, C'EST POSSIBLE!

Saviez-vous que des bureaux de scrutin seront installés à l'Université de Montréal du **5 au 9 octobre** prochains? Ces bureaux de vote spéciaux vous permettent de voter directement sur le campus, peu importe votre circonscription, pour autant que vous soyez inscrits et inscrites sur la liste électorale.

Pour connaître les heures d'ouverture de ces bureaux de vote, ou pour savoir où voter si vous étudiez dans un campus délocalisé, consultez le site **faecum.qc.ca/campagne/elections-federales-2019-jevote**.

Une fois que vous aurez voté, utilisez le mot-clic #JeVote sur les réseaux sociaux afin de propager la tendance!

AVANT D'ALLER VOTER

Pour voter, vous devez être citoyenne ou citoyen canadien, et avoir au moins 18 ans le jour de l'élection.

Vous devez préalablement être inscrite ou inscrit à la liste électorale, à votre lieu de résidence.

Vous devrez vous munir d'une pièce d'identité portant l'adresse du lieu de résidence auquel vous êtes inscrite ou inscrit à la liste électorale, ainsi que d'une preuve de fréquentation scolaire (Carte UdeM).

Si vous avez des questions en lien avec le vote, composez le 1 800 463-6868.

POUR UN VOTE ÉCLAIRÉ

En collaboration avec l'Université de Montréal, plusieurs activités ont été organisées pour vous permettre de faire un choix éclairé le 21 octobre prochain (ou avant !).

En plus du débat s'étant tenu le 26 septembre dernier, où vous avez pu entendre Gabriel Ste-Marie, candidat au Bloc Québécois, Ève Péclet, candidate au Nouveau Parti démocratique du Canada, Jonathan Plamondon, candidat au Parti libéral du Canada, et Daniel Green, candidat au Parti vert du Canada, se prononcer sur les enjeux relatifs à l'enseignement supérieur et à la recherche, la FAÉCUM se joint à l'Association étudiante de Polytechnique, à l'Association des étudiants [et des étudiantes] de cycles supérieurs de Polytechnique, à PolySphère, à HECOresponsable, au Groupe HumaniTerre, à L'environnement, parlons-en ! et à La planète s'invite au Parlement pour organiser un **débat sur l'environnement le 3 octobre prochain**. Ne ratez pas cette occasion d'entendre les représentantes et les représentants des partis en lice échanger sur la question ! Rejoignez l'évènement Facebook pour tous les détails.

AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES, #JEVOTE!

Sortons VOTER

#jevote

FAECUM.QC.CA

Vote sur le campus
5 au 9 octobre

3200 Jean-Brillant
CEPSUM
Polytechnique Montréal
HEC Montréal

FAECUM.QC.CA

ÉLÈVE TON CANADA

REVENDICATIONS ÉTUDIANTES DE LA FAÉCUM

#1 FINANCER LES FRAIS INDIRECTS DE LA RECHERCHE À LA HAUTEUR D'AU MOINS 40% DES SUBVENTIONS DES ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES FÉDÉRAUX.

#2 HAUSSER LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE BOURSES ÉTUDIANTES DES ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES FÉDÉRAUX.

#3 FAVORISER LA CRÉATION DE NOUVELLES BOURSES D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU CANADA AU NIVEAU DU DOCTORAT EN DIMINUANT LE MONTANT DES « SUPERBOURSES ».

#4 AUGMENTER LA DURÉE DE FINANCEMENT DES PROGRAMMES DE BOURSES ÉTUDIANTES DES ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES FÉDÉRAUX.

#5 ASSURER UN SIÈGE ÉTUDIANT AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ORGANISMES SUBVENTIONNAIRES FÉDÉRAUX.

#6 EXCLURE LE PERSONNEL DES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DE L'ARTICLE 91 DE LA LOI SUR L'IMMIGRATION ET LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS [ET DES RÉFUGIÉES].

#7 AUGMENTER LE FINANCEMENT DU TRANSFERT CANADIEN EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX.

#8 RÉINVESTIR LES SOMMES DE L'ABOLITION DES CRÉDITS D'IMPÔTS POUR FRAIS DE SCOLARITÉ ET MANUELS DANS LES PROGRAMMES DE PRÊTS ET BOURSES CANADIENS OU EN TRANSFERTS AUX PROVINCES.

FAECUM.QC.CA/CAMPAGNE/ELECTIONS-FEDERALES-2019-JEVOTE

DE MOUVEMENT ÉTUDIANT À MOBILISATION DE MASSE

Photo : Romeo Mocafico

Lors de la manifestation du 27 septembre, le mouvement étudiant québécois pour le climat a défilé aux côtés d'autres organes de la société civile. Ce regroupement historique s'est concrétisé grâce à la structure décentralisée du mouvement environnemental québécois et à un contexte sociopolitique favorable.

PAR ROMAN MASSION

Les porte-paroles de Devoir environnemental collectif (DEC), la branche cégep du mouvement pour le climat, Lylou Sehili et Tristan Pérez, affirment que les jeunes n'ont pas marché seuls pour le climat le 27 septembre dernier. *« De nombreux groupes sociaux ne se sont pas présentés sur leur lieu de travail ce vendredi et ont préféré marcher avec nous pour le climat »,* se félicitent les jeunes activistes.

Selon les organisateurs, près de 500 000 participants ont fait la grève ce vendredi pour manifester. Parmi eux des étudiants, mais aussi des travailleurs, des syndicats, des enseignants, des groupes communautaires, du personnel de la santé, des commerçants, des groupes écologistes, des citoyens et citoyennes, des jeunes et des moins jeunes.

Un sentiment d'urgence

Pour l'un des membres fondateurs du collectif La Planète s'invite à l'Université de Montréal (LPSUdeM), Jérôme Millette, c'est avant tout le sentiment d'urgence qui pousse les Québécois à se mobiliser. *« Les gens réalisent progressivement qu'ils sont directement concernés par cet enjeu-là et que c'est beaucoup plus pressant que ce qu'ils pensaient »*, constate-t-il.

Il ajoute que le mouvement a profité d'un concours de circonstances favorables pour se développer, avec notamment l'essor du phénomène Greta Thunberg, qui a ramené la question climatique au centre des débats publics. *« Le mouvement est arrivé au bon moment,* concède-t-il. *Il y a eu l'appel de grève mondiale de Greta en mars dernier, nous nous sommes rassemblés et avons décidé de répondre à cet appel. »*

La professeure au Département de science politique de l'UdeM et spécialiste des mouvements sociaux et de l'action collective Pascale Dufour note que la cause climatique est généralement bien acceptée socialement, à l'inverse de précédents combats menés par les étudiants. *« Le rapport au pouvoir politique est beaucoup moins confrontant qu'il a pu l'être par le passé, en tout cas pour le moment,* explique Mme Dufour. *On le voit dans les nombreuses institutions telles que les municipalités ou les universités, qui se déclarent du côté des manifestants. »* Le mouvement bénéficie d'un soutien généralisé sans précédent. *« Globalement, il y a une espèce de consensus en faveur des manifestations pour le climat,* avance-t-elle. *Pour un mouvement social, en tout cas, c'est particulier. »*

La jeunesse à l'avant-plan

Un autre aspect inédit dans la mobilisation citoyenne pour le climat est le rôle prépondérant de la jeunesse, poursuit l'experte des mouvements sociaux. *« La contestation dans les écoles secondaires existait déjà, mais sortait rarement de l'enceinte de l'école*, souligne-t-elle. *Le fait que ça sorte et qu'il y ait beaucoup d'alliés, c'est nouveau. »*

Selon Tristan, cette forte mobilisation des jeunes profite au mouvement, car ces derniers bénéficient d'une couverture médiatique plus importante. Ils ont également une influence directe dans leurs familles. *« Les jeunes transmettent le message dans leurs ménages, leurs maisons,* explique-t-il. *Leurs parents le partagent ensuite dans leur milieu de travail, et ainsi de suite. Au final, notre portée est immense. »*

Un mouvement décentralisé

En plus des raisons relatives à la cause, Lylou et Tristan soulignent que la structure du mouvement environnemental québécois et son inclusion ont contribué à son succès. Des associations pour le climat existent désormais dans presque chaque institution scolaire, groupe communautaire ou domaine professionnel. Elles se joignent

aux organisations transversales telles que Le Pacte et La Planète s'invite au Parlement, ainsi qu'à l'ONG internationale Greenpeace ou au mouvement Extinction Rébellion. Les activistes ajoutent qu'il est facile de créer sa propre association grâce à la plateforme en ligne laplanetesinvite.org, qui met à disposition de nombreuses ressources informatives.

Ensemble, ces groupes forment depuis le 30 août dernier une coalition qui est à l'origine de la grève du 27 septembre. *« Le but est d'avoir un mouvement décentralisé, avec des gens de tous les milieux sociaux, de tous les domaines, parce que plus on est nombreux, plus on a de ressources,* développe Lylou. *Chacun s'occupe de mobiliser les gens dans son domaine. »*

Communication et sensibilisation

Selon Jérôme Millette, le succès du mouvement est lié à une forte communication extérieure pour sensibiliser à l'urgence climatique. *« Nous faisons des comités de presse, contactons les médias, répondons à des interviews, nous sommes hyperactifs sur les réseaux sociaux*, résume-t-il. *Nous menons également régulièrement des actions de sensibilisation sur le campus et organisons des conférences. »*

Terre de manifestation

Pour Pascale Dufour, si les associations étudiantes sont au premier plan de toutes les contestations sociales au Québec ces dernières décennies, c'est parce qu'elles disposent de budgets considérables. *« Depuis la loi d'accréditation et de financement des associations étudiantes de 1983, les associations étudiantes québécoises jouissent de moyens financiers énormes, comparé à d'autres organisations étudiantes dans le monde et au Canada »,* indique la professeure.

La ville de Montréal est connue pour avoir été le théâtre de plusieurs manifestations de grandes envergures par le passé : pour la défense de la langue française dans les années 1970, contre la mondialisation en 1998, contre la guerre en Iraq en 2003, puis dans le cadre des grèves étudiantes de 2005 et 2012. Y aurait-il une culture de la manifestation propre à Montréal ? Pascale Dufour ne s'avance pas jusque-là, mais note toutefois une normalisation certaine de la manifestation depuis les années 2000.

Photo : Romeo Mocafino

Photo : Jacob Côté

Photo : Jacob Côté

1. Le porte-parole de La Planète s'invite au Parlement, François Geoffroy a indiqué en conférence de presse avant la marche que 7 600 travailleurs, plus d'une centaine d'entreprises et de groupes communautaires et plus de 200 000 étudiants ont voté démocratiquement la grève climatique au Québec.

2. « On est plus chaud, plus chaud, plus chaud que le climat ! », ou, « Et un, et deux, et trois degrés ! », sont des exemples de slogans scandés par la foule lors de la manifestation du 27.

3. Une délégation de trente jeunes, dont quinze autochtones et quinze allochtones, a ouvert la marche aux côtés de la militante suédoise Greta Thunberg.

4. Plusieurs établissements universitaires, dont l'UdeM, ont suspendu les cours le vendredi pour permettre aux étudiants de manifester.

LES POLYTECHNICIENS MARCHENT (QUAND MÊME) POUR LE CLIMAT

Alors que plusieurs écoles et universités ont annulé leurs cours en soutien à la grève mondiale pour le climat du 27 septembre, Polytechnique Montréal a choisi de les maintenir. Pourtant, une majorité d'étudiants se sont exprimés en faveur de la levée des cours. Après des discussions avec l'institution, les polytechniciens ont finalement obtenu une dérogation pour que leur participation à la marche ne les pénalise pas.

MARINE GACHET

Les raisons du refus de cette suspension ont été clarifiées dans un courriel datant du 17 septembre dernier, envoyé aux élèves par le directeur général de Polytechnique Montréal, Philippe A. Tanguy. Il annonce que *« Polytechnique soutient cette cause, mais nous sommes aussi conscients que, malheureusement, cette journée mondiale ne sera pas suffisante pour résoudre les enjeux climatiques ; il y en aura d'autres et nous ne pourrons pas lever invariablement les cours pour toutes ces journées. »*

> ***« Pour l'environnement, beaucoup d'entre nous veulent se mobiliser et s'engager. »***
>
> Myriam Emond
> Coordinatrice en communication de l'AEP

Photo : Jacob Côté

Comme motivation d'absence, le registrariat de Polytechnique a accepté la participation à cette manifestation. Le délai réglementaire de cinq jours a exceptionnellement été diminué à un jour et demi avant la date du 27 septembre.

Malgré le maintien des cours, le cortège de l'Association étudiante de Polytechnique (AEP) est bien parti du Pavillon Lassonde le 27 septembre à 11 h 30 pour rejoindre la manifestation. *« Cette marche est plus importante que les cours qu'on peut avoir sur une journée »*, déclare une étudiante de Polytechnique ayant pris part au cortège, Marie Vigier. *« Beaucoup d'étudiants sont ici bien que les cours n'aient pas été suspendus »*, affirme Nicole*, également étudiante à Polytechnique.

Comme d'autres élèves, elle regrette la décision de maintien des cours, et voit dans cette situation un manque d'engagement de l'école. *« Cette situation semble montrer une indifférence de la part de Polytechnique face à la situation climatique »*, déplore-t-elle.

Trouver un compromis

Si les cours n'ont pas été annulés, un compromis a été trouvé à la suite de la médiatisation des contestations étudiantes, raconte le président de l'Association étudiante de Polytechnique, Jonathan Landry-Leclerc. *« C'est l'école qui nous a invités à faire une rencontre pour régler la situation, et qui est venue rapidement avec une solution »,* explique-t-il. Une dérogation a été accordée pour les élèves ayant eu un examen le 27 septembre.

La conseillère principale au Service des communications et des relations publiques, Annie Touchette, a commenté cet accommodement. *« La direction de Polytechnique a choisi un compromis, celui de ne pas lever les cours, mais de s'assurer que les étudiants qui ont des examens le 27 septembre ne soient pas pénalisés s'ils s'absentent pour participer à la marche »,* précise-t-elle.

La coordinatrice en communication de l'AEP, Myriam Emond, souligne que les étudiants ont pu remplir un formulaire d'exemption d'évaluation jusqu'à deux jours avant la marche. « *Indiquer la grève comme motif d'exemption était accepté »,* assure-t-elle. Pour le président de l'AEP, cette décision représente la meilleure des solutions pour les étudiants de Polytechnique.

Le directeur adjoint de Polytechnique Montréal, Pierre Baptiste, indique, dans un courriel envoyé aux étudiants le 19 septembre dernier, que les enseignants ont été invités à faciliter la mise en place de ce compromis. *« Bien que les cours ne soient pas suspendus le vendredi 27 septembre, les enseignantes et les enseignants ont été encouragés à organiser ou à aménager, lorsque possible, les enseignements en tenant compte de ces circonstances »,* écrit-il.

Un compromis accepté, mais frustrant

Si les étudiants sont globalement satisfaits, cette solution demeure frustrante pour certains. *« Il y a des étudiants chargés de laboratoire ou chargés de superviser des cours qui n'ont pas pu aller à la marche »*, déplore Myriam.

Un étudiant de Polytechnique Montréal, Philippe Bouchard Aucoin, commente cette situation. *« On est satisfaits de la solution, mais c'est dommage, car il ne s'agissait pas d'une grève étudiante, mais de société,* déclare-t-il. *Ce serait bien que toutes les instances sociétales se positionnent. »*

L'Association du personnel de l'École Polytechnique (APLEP) a exprimé son soutien à la décision de l'École. *« L'APLEP appuie la décision de Polytechnique de maintenir les cours le 27 septembre 2019,* écrit le président de l'APLEP, Dominic Cappe. *Polytechnique permet à ses étudiants et à ses employés de participer à cet évènement selon les modalités prévues lors d'absences motivées. »*

L'Association des professeurs de l'École Polytechnique (APEP) de Montréal n'a pas donné suite à nos demandes d'entrevues.

Des étudiants mobilisés

Myriam défend que la participation des étudiants à cette grève permet de montrer à la société que les ingénieurs de demain sont ralliés à la cause du climat. *« En tant qu'ingénieurs, on va créer des technologies et on veut montrer qu'on est avec tout le monde*, développe-t-elle. *La solution, elle vient de la société dans son ensemble. »* Elle ajoute qu'à Polytechnique, il est rare qu'une cause politique soulève les étudiants. *« Pour l'environnement, beaucoup d'entre nous veulent se mobiliser et s'engager »,* conclut-elle.

Philippe Bouchard Aucoin a rappelé dans une lettre ouverte qu'à Polytechnique, près de 80 % des étudiants se sont exprimés en faveur de la suspension des cours. L'AEP ainsi que l'Association des étudiants des cycles supérieurs de Polytechnique (AÉCSP) ont en effet organisé un référendum auprès de la communauté étudiante pour connaître son souhait de participer à la grève pour le climat du 27 septembre. *« Entre le 10 et le 13 septembre, un référendum par courrier électronique a eu lieu auprès des élèves de Polytechnique »,* explique Jonathan. Sur près de 6 000 étudiants contactés, le taux de participation a été de 42,9 % (2 820 étudiants). Parmi eux, 77,8 % (2 194 étudiants) ont dit « oui » à la grève pour le climat, 15,6 % (440 étudiants) ont voté « non » et 6,6 % (186 étudiants) se sont abstenus.

* L'étudiante n'a pas souhaité divulguer son nom de famille

IMMERSION AU CŒUR DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Un site Web interactif utilisant l'intelligence artificielle pour rendre compte des changements climatiques de manière immersive est mis au point par une équipe du Mila, l'Institut québécois d'intelligence artificielle. Les membres du projet se concentrent en ce moment sur les inondations.

PAR HADRIEN MAUGUÉ

Le projet, dirigé par le professeur au Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'UdeM Yoshua Bengio s'intitule « Visualiser le changement climatique ». Il consiste à promouvoir la sensibilisation et la compréhension du changement climatique, en créant des images personnalisées représentant les conséquences potentielles de ce dérèglement.

Des techniques de pointe pour l'urgence climatique

À ce stade de la recherche, le projet se base sur les inondations, qui représentent une conséquence notoire des changements climatiques au Canada, d'après l'étudiant au doctorat et membre de l'équipe de Mila Victor Schmidt. Il est alors question de prendre des images de quartiers, comme celles proposées par *Google Street View*, et de les modifier grâce à l'intelligence artificielle, afin de, par exemple, remplacer le sol par de l'eau. Pour ce faire, l'équipe utilise des technologies de pointe issues de deux domaines, à savoir l'intelligence artificielle et la modélisation climatique. Selon Victor, celle-ci consiste à modéliser le climat futur dans certaines parties du globe. *« Plus précisément, nous utilisons les algorithmes de type GAN (réseaux antagonistes génératifs) qui nous permettent de générer des images très naturelles »,* explique l'étudiant.

> « *Notre but, c'est d'aller au-delà de la prise de conscience.* »
>
> Victor Schmidt
> Étudiant au doctorat
> et membre de l'équipe de Mila

Le modèle du projet, résultat de l'algorithme utilisé, a besoin d'être affiné. Pour cela, l'équipe de Mila recherche activement des photos d'inondations réelles et libres de droits. *« Notre modèle a besoin d'être entraîné grâce à des photos de zones inondées déposées sur l'application*, souligne Victor Schmidt. *Notre but est d'arriver à modéliser des images au kilomètre carré, voire moins, idéalement. »* À cette fin, une application est offerte sur le site de Mila. Chaque témoin peut déposer des photos montrant des endroits touchés par les inondations, engendrées elles-mêmes par les changements climatiques.

Un projet qui suscite la prise d'action

Le projet repose en partie sur deux études. La première, *Climate Visuals*[1], souligne l'importance de personnaliser les images afin que chaque personne puisse associer les conséquences du changement climatique à son quotidien et ainsi mieux concevoir les répercussions pouvant en découler. La deuxième[2] montre que certaines images personnalisées peuvent affecter les comportements. *« Notre but, c'est d'aller au-delà de la prise de conscience »*, précise Victor. En plus de sensibiliser la population à l'aide d'éléments théoriques, l'équipe, composée de trois postdoctorants, d'un étudiant au doctorat et de stagiaires, souhaite induire à la prise d'action pour lutter contre les changements climatiques.

« Ce projet est un challenge qui dépasse la recherche fondamentale », conclut Victor. En créant un site Web interactif pour le grand public, l'équipe de Mila doit prendre en compte des enjeux de communication et de vulgarisation scientifique, mais aussi d'explication de la démarche et des résultats.

1. Corner, A., Webster, R. & Teriete, C. (2015). Climate Visuals : Seven principles for visual climate change communication (based on international social research). Oxford : Climate Outreach.

2. Hershfield, H. E., Goldstein, D. G., Sharpe, W. F., Fox, J., Yeykelis, L., Carstensen, L. L., & Bailenson, J. N. (2011). Increasing Saving Behavior Through Age-Progressed Renderings of the Future Self. *Journal of Marketing Research*, *48*(SPL), S23 – S37.

Cette photo montre l'état d'un quartier à l'heure actuelle, celle ci-dessous représente les effets anticipés des changements climatiques.

Photos : Courtoisie Institut québécois d'intelligence artificielle (Mila)

TRAITER LES EAUX POLLUÉES AVEC LES PLANTES

Avec PhytoVaLix, des chercheurs l'UdeM se lancent dans un projet de traitement des eaux usées par la plantation de saules. En réutilisant des déchets pour résoudre les problèmes environnementaux, l'initiative s'inscrit dans le modèle de l'économie circulaire.

PAR ESTHER THOMMERET

PhytoVaLix, pour phytotraitement et valorisation de lixiviat, est un projet pilote lancé par l'Institut de recherche en biologie végétale de l'UdeM, en collaboration avec Polytechnique Montréal. Codirigée par le professeur au Département de sciences biologiques de l'UdeM Michel Labrecque, l'équipe de chercheurs propose une nouvelle solution de traitement des eaux polluées grâce à la plantation de végétaux, notamment de saules à croissance rapide. L'initiative se base sur la phytotechnologie (voir encadré).

Traitement des eaux contaminées

L'équipe de recherche s'est intéressée à la problématique des eaux contaminées se trouvant dans des sites d'enfouissement. *« Dans ces sites, il y a des eaux de pluie qui passent à travers des déchets et créent un lixiviat, une sorte de jus de poubelle chargé de toute sorte de contaminants, qui est ensuite rejeté dans l'environnement »,* explique M. Labrecque. D'après le chef de la division Recherche et développement scientifique du Jardin botanique, la gestion de ces lixiviats coûte cher aux entreprises détentrices de terrains et une partie de ces déchets est déversée dans la nature, ce qui génère un poids économique et environnemental.

> ***« Dans notre démarche, nous récupérons et traitons un déchet, le lixiviat, qui nourrit des plantes. Elles sont ensuite utilisées pour faire des bioproduits. »***
>
> Michel Labrecque
> Professeur au Département de sciences biologiques de l'UdeM

L'équipe s'est donc penchée sur des solutions et a proposé d'installer une plantation filtrante de saules permettant de renvoyer une partie des lixiviats vers les arbres. *« Les saules peuvent retenir une grande partie de l'eau, et donc empêcher qu'il y ait un déversement dans l'environnement*, développe M. Labrecque. *Ils vont évaporer ou transpirer l'eau pour leur propre métabolisme. »*

La propriété principale du saule est sa capacité à absorber une grande quantité d'eau limitant ainsi le déversement des eaux polluées dans la nappe phréatique.

Photo : Courtoisie Institut de recherche en biologie végétale de l'Université de Montréal (IRBV)

〉 LA PHYTOTECHNOLOGIE

Ce processus consiste en la réutilisation des plantes pour résoudre des problèmes environnementaux. *« La phytotechnologie, c'est travailler avec des végétaux pour traiter des eaux usées, construire des toitures vertes, stabiliser des berges avec des plantes ou encore construire des jardins de pluie pour retenir l'eau et empêcher les inondations »*, explique le professeur au Département de sciences biologiques de l'UdeM Michel Labrecque.

Pourquoi des saules ?

« Nous ne pourrions pas le faire avec n'importe quelle espèce d'arbre, précise M. Labrecque. *Si nous avions planté des érables, ça n'aurait pas marché de la même manière. »* L'avantage, selon lui, est que les saules sont des plantes qui vivent naturellement dans des milieux mal drainés, par exemple en bordure de rivière. Ils résistent à l'excès d'eau et utilisent celle-ci pour mieux se développer. *« Ils ont besoin d'eau pour s'exprimer à leur plein potentiel »,* poursuit M. Labrecque.

Généralement perçus comme des défauts, ce besoin d'eau et cette capacité de transpiration du saule sont des éléments exploités par l'équipe de PhytoVaLix. Peu d'espèces d'arbres répondraient à ces critères.

Un projet d'économie circulaire

« Ce qui est intéressant dans notre démarche, c'est que nous récupérons et traitons un déchet, le lixiviat, qui nourrit des plantes. Elles sont ensuite utilisées pour faire des bioproduits. », explique M. Labrecque. Le lixiviat devient un élément utile dans la production des arbres, qui produisent ensuite de la biomasse (matière organique d'origine végétale utilisable comme source d'énergie, NDLR) qui sert à la fabrication d'autres produits, selon le professeur. Le saule peut également être taillé régulièrement, ce qui permet, par exemple, de réutiliser ses branches pour construire des paillis organiques ou des murs antibruit. *« Avec ce projet, nous faisons donc aussi de l'économie circulaire »*, ajoute-t-il.

Les premiers essais du projet ont commencé l'année dernière. Cet été, l'équipe a installé à Sainte-Sophie le dispositif permettant de détourner les eaux et d'alimenter les plantations de saules. Les chercheurs peuvent vérifier que le projet fonctionne grâce à l'installation de lysimètres, des tubes qui permettent de récolter l'eau libre dans le sol. *« Ce que nous remarquons, c'est qu'il n'y a pratiquement pas d'eau qui pourrait ensuite se déverser dans la nappe phréatique, parce que les saules évapo-transpirent »*, précise M. Labrecque. Pour l'instant, selon lui, le projet fait ses preuves et les saules remplissent leur mission.

Photo : Jacob Côté

SOUS LES PAVÉS UNE RÉFLEXION URBAINE

Le Centre d'écologie urbaine de Montréal a présenté son initiative Sous les pavés, visant à déminéraliser manuellement et collectivement une douzaine d'espaces publics du Québec d'ici 2020, pour y créer des jardins communautaires. Le projet a été dévoilé le 21 septembre sous forme de vernissage photo lors de la Fête des récoltes, dans les jardins du campus MIL.

PAR SANDRINE FRAGASSO

«L'*idée est de mettre la main à la pâte »,* résume la directrice générale du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM), Véronique Fournier. Sous les pavés est un projet qui vise à déminéraliser les sols, en retirant à la main le pavé pour permettre un meilleur cycle d'écoulement d'eau naturelle. Sans l'aide de machinerie, les citoyens dépavent le sol et installent des surfaces vertes qui captent la pluie. Le résultat de ce projet est la réalisation de jardins communautaires.

Reverdir l'asphalte

Mme Fournier explique que cette initiative part de certains constats. *« Avec les changements climatiques, on a de plus en plus d'évènements météorologiques extrêmes,* note-t-elle. *Dans les milieux urbains, ça se traduit par des épisodes intenses de pluie, où l'eau n'a plus la capacité d'être traitée par le système d'égouts pluviaux. »* La directrice assure que l'asphalte crée une barrière à l'écoulement naturel des eaux (voir encadré).

D'après Mme Fournier, Sous les pavés est donc un projet d'engagement concret pour les citoyens. *« Ils deviennent des champions en développement de stratégie écologique »,* explique-t-elle. Le projet organise également plusieurs ateliers et conférences dans le but de sensibiliser les gens aux changements climatiques, en leur proposant des activités durables et accessibles et en traitant des bienfaits des accroissements en infrastructures vertes.

L'initiative du « *depavement* » vise à protéger la communauté urbaine des inondations et instaure une réflexion écologique sur la vie urbaine actuelle et ses besoins. Sous les pavés est directement adapté de *Depave Paradise,* un projet de l'organisme Green Communities Canada, qui entreprend les mêmes actions.

Le campus MIL : Un lieu d'échange

L'agente de projet en participation et verdissement au CEUM, également titulaire d'une maîtrise en études urbaines obtenue à l'UdeM, Alexandra Nadeau, a participé au projet Sous les pavés. Elle a vu le développement du campus MIL dès les balbutiements de sa construction. *« C'est un site que je trouve incroyablement intéressant,* indique-t-elle. *L'Université a voulu créer un espace que les gens s'approprient. Tout ce qu'on voit ici, c'est citoyen. »*

D'après Mme Fournier, les nouveaux bâtiments de l'Université invitent à repenser le paysage urbain. *« Toute la démarche du campus MIL mène en général à susciter des questions telles que : "Comment développer nos villes ?", "Comment requalifier des espaces ?"* , précise-t-elle. *Sous les pavés est une belle occasion d'avoir une expo photo dans un contexte ludique, mais significatif. Au CEUM, un projet comme Sous les pavés a une lunette d'action et veut connecter avec sa communauté. »*

Un guide *Sous les pavés*, expliquant le projet de manière plus exhaustive, devrait être présenté au public en octobre 2019.

〉 DANS LES MILIEUX URBAINS DENSES ET ARTIFICIALISÉS

- 75 à 100 % du territoire est imperméabilisé
- 15 % de l'eau tombée s'infiltre
- 30 % de l'eau retourne à l'atmosphère par évapotranspiration
- 55 % de l'eau de pluie ruisselle au sol

Federal Interagency Stream Restoration Working Group, 1998

DES NOUVEAUTÉS POUR LES STAGES

Au cœur des revendications étudiantes depuis plusieurs années, le dossier sur la condition des stages a évolué le 18 juin dernier, avec l'annonce du gouvernement d'attribuer 30 millions de dollars de bourses à 17 000 stagiaires. Les étudiants concernés peuvent en bénéficier depuis la rentrée de septembre.

PAR CHARLOTTE MORAND

« À l'Université de Montréal, les stagiaires vont pouvoir bénéficier de bourses qui varient entre 2 500 et 4 000 dollars », souligne la secrétaire générale de la FAÉCUM, Sandrine Desforges. Cette annonce s'insère dans le cadre du programme dévoilé par le gouvernement le 18 juin dernier. Il vise à attribuer 30 millions de dollars de bourses de soutien à la persévérance et à la réussite des stagiaires pour l'année 2019-2020*.

> ***« Pour l'UEQ, tout stagiaire devrait recevoir une compensation financière s'il accomplit les tâches d'un travail donné. »***
>
> Philippe Lebel
> Président de l'Union étudiante du Québec (UEQ)

L'année dernière, de nombreux mouvements étudiants ont lutté pour la rémunération des stages. Depuis juin dernier, 16 programmes ont obtenu des bourses.

Photo : Archives QL | Zacharie Routhier

Ces bourses concernent 16 programmes spécifiques, soit 17 000 étudiants. *« C'est un choix du gouvernement, les universités n'ont pas été impliquées dans ces choix-là »*, soutient la vice-rectrice aux Affaires étudiantes et aux études de l'UdeM, Louise Béliveau. Elle explique que les critères de sélection reposent sur une volonté du ministère de prioriser des programmes liés aux domaines public et parapublics, en particulier dans les secteurs qui rencontrent une pénurie de main-d'œuvre. C'est le cas, entre autres, des programmes en travail social, en sciences infirmières, en éducation et enseignement, en orthopédagogie ou encore en orthophonie.

Un premier pas

Le président de l'Union étudiante du Québec (UEQ), Philippe Lebel, voit ce programme comme un premier pas en vue de l'amélioration des conditions des stagiaires et salue l'initiative, tout comme les autres acteurs interrogés. Néanmoins, il note des manquements. « *Certains programmes scolaires n'ont pas été inclus dans le programme et on ne comprend pas pourquoi, puisqu'ils répondent, selon nous, aux critères du gouvernement »,* justifie-t-il. Il nomme, par exemple, la maîtrise en audiologie et les programmes d'ergothérapie et de physiothérapie.

Sandrine souligne ainsi les défis auxquels les acteurs seront confrontés en vue de la révision du programme, d'ici trois à cinq ans. *« Il va falloir que l'on s'assure de garder les acquis des programmes qui viennent d'obtenir les bourses, mais aussi de pousser pour que les programmes qui ont été omis, et répondant aux critères de sélection du gouvernement, soient inclus »*, soutient-elle. Lors de cette révision, les associations demanderont également une rétroaction à leurs stagiaires afin d'améliorer le programme.

Pour M. Lebel, il s'agit d'un travail en continu qui améliorera les conditions des stagiaires dans leur ensemble. L'UEQ souhaite, à terme, que tous les stagiaires soient égaux. *« Pour l'UEQ, tout stagiaire devrait recevoir une compensation financière s'il accomplit les tâches d'un travail donné »*, soutient ainsi le président de l'organisme.

Vers de nouveaux objectifs

« Pour le moment, là où il est possible d'agir, c'est vraiment au niveau de l'encadrement pédagogique des stages, car c'est le sujet qui va être traité prochainement », maintient la secrétaire générale de la FAÉCUM. Elle fait notamment référence à la création d'un guide pour accompagner les administrations universitaires dans l'élaboration des conventions de stage. Sandrine Desforges précise qu'il s'agirait d'une entente tripartite entre les administrations universitaires, les milieux de stage et le stagiaire pour clarifier toutes les mesures d'encadrement.

Ce guide est en co-construction et d'autres acteurs se penchent sur la question cet automne, à l'instar de l'UEQ. L'UdeM a également signifié son intention de participer au projet. *« On a fait part au ministère de notre souhait de collaborer au développement de ces guides qu'ils veulent mettre en avant »,* maintient Louise Béliveau.

Philippe Lebel dit également avoir de bons espoirs en ce qui concerne l'encadrement légal des stages après un engagement médiatique de la part du ministre du Travail. *« En ce moment, on a une bonne ouverture et on va continuer de pousser de notre côté pour avoir le plus de protection pour les stagiaires »,* affirme-t-il. Il ajoute que des discussions sont également en cours.

* Communiqué de presse du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur au Québec publié le 18 juin 2019.

> ***« Pour le moment, là où il est possible d'agir, c'est vraiment au niveau de l'encadrement pédagogique des stages. »***
>
> Sandrine Desforges
> Secrétaire générale de la FAÉCUM

〉 DEMANDE DE **RÉMUNÉRATION** DE STAGE

Sandrine précise que les étudiants concernés peuvent faire une demande pour recevoir le montant dédié auprès de leur faculté, sous forme de deux versements délivrés par l'Aide financière aux études (AFE), qui est un programme de prêts et de bourses réservé aux étudiants québécois. Concernant la bourse des stages, l'AFE ne fait que l'administrer, ce qui permet aux étudiants internationaux d'y avoir aussi accès, d'après Sandrine.

COMPRENDRE LA LUMIÈRE BLEUE

La lumière bleue émise par le soleil et par les écrans de nos appareils électroniques suscite des craintes, au point que des filtres ou lunettes de protection sont en vente. Sa nocivité sur la santé oculaire reste néanmoins à prouver, et elle peut même avoir des effets positifs sur la concentration, lorsque l'exposition est contrôlée.

PAR KARINA SANCHEZ

La docteure en sciences neurologiques et en chronobiologie humaine à l'UdeM, Marie Dumont, affirme que la lumière bleue stimule et renforce l'éveil chez les utilisateurs d'écrans. Elle explique que durant le jour, cette lumière favoriserait la concentration, la vigilance et la performance au travail[1]. Mais une exposition le soir ou la nuit peut amener des déséquilibres et même affecter le sommeil. « *Elle peut décaler l'horloge biologique interne d'un individu*, insiste-t-elle. *Et causer exactement le même effet que lorsqu'on part en voyage.* »

Mme Dumont explique que comme la lumière bleue envoie au cerveau le message qu'il fait encore jour, les fonctions métaboliques qui prennent normalement place à la tombée de la nuit n'entrent pas en activité. *« Le corps sécrète donc moins de mélatonine, l'hormone responsable du sommeil, et continue à produire du cortisol, l'hormone qui contribue à maintenir l'individu en état de vigilance »,* développe-t-elle.

L'étude de la lumière bleue

S'il a été démontré sur un plan théorique — en laboratoire — que la lumière bleue peut tuer des cellules oculaires, le professeur agrégé de l'École d'optométrie à l'UdeM Nicolas Fontaine précise que cette expérience menée par des chercheurs espagnols en 2013[2] ne reproduit pas les conditions naturelles auxquelles les yeux sont normalement soumis. Il explique que les cellules ont été isolées et bombardées d'une quantité de lumière bleue plus forte que celle produite par un écran et pour une durée plus longue que l'exposition normale d'une personne aux écrans. « *L'expérience ne tient pas compte des pigments dans les yeux, qui peuvent nous protéger contre ce type de lumière* », ajoute M. Fontaine.

Un soleil aux rayons bleus

La lumière bleue à craindre est plutôt celle provenant du soleil, insiste le professeur. « *La lumière bleue provenant du soleil, oui, c'est prouvé que ça peut créer des dommages significatifs (aux yeux) »* explique-t-il. *Alors que celle produite par les écrans est minime par rapport à celle émise par la lumière solaire. »* C'est la santé oculaire des personnes qui travaillent de longues heures à l'extérieur qui serait plutôt en jeu, selon lui.

Les filtres de protection

Selon le professeur, le recours à des filtres, autant sur les écrans que sur des lunettes pour se protéger les yeux, ne serait donc pas nécessaire, car les risques associés à la lumière bleue des écrans n'ont pas été prouvés. *« Il y a beaucoup de marketing pour se protéger contre la lumière bleue et pour vendre ce type de lunettes,* s'exclame-t-il. *Est-ce que ça vaut vraiment la peine d'investir beaucoup d'argent, alors qu'il n'y a pas de preuves formelles que c'est nocif ? »*

M. Fontaine reconnaît toutefois que la lumière bleue provenant des écrans peut être la cause d'une fatigue oculaire, qui se manifeste sous la forme de picotements et entraîne un certain inconfort. C'est alors que l'utilité des filtres prend un nouveau sens. « *Il y a certains individus qui gagnent effectivement à avoir un filtre qui coupe une partie de la lumière bleue, particulièrement s'ils utilisent leur ordinateur pendant de longues heures »,* ajoute-t-il.

La myopie : un risque latent

L'exposition prolongée à des écrans rapprochés peut causer la myopie, un phénomène courant surtout chez les étudiants, signale M. Fontaine. Il explique que pour réduire les risques de contracter ce trouble de la vision, il faut accorder des pauses à ses yeux. *« Après 20 minutes d'exposition à un écran, il est recommandé de porter son regard sur autre chose pendant près de deux minutes. »*

Changer ses habitudes

« *Avant, mes yeux étaient souvent très fatigués,* relate l'étudiante au baccalauréat en histoire à l'UdeM Patricia Timoteo, qui s'est procurée des lunettes dotées d'un filtre. *J'avais aussi beaucoup de difficulté à dormir avant de mettre des filtres sur tous mes appareils, mais là, ça va beaucoup mieux, même si ce n'est pas totalement réglé au niveau du sommeil.* » L'étudiante a réglé ses appareils de manière à ce qu'un filtre s'active automatiquement chaque soir dès 21 h 30.

L'étudiante au baccalauréat en droit à l'UdeM Clara-Anne Larouche constate aussi des progrès depuis son recours aux lunettes avec filtre. « *La différence de luminosité est quand même grande, mais on le réalise seulement si on retire ses lunettes,* explique-t-elle. *C'est sûr que ce n'est pas parfait, j'ai encore des maux de tête, surtout quand je passe une journée complète sur mon ordinateur, mais ma qualité de sommeil s'est améliorée depuis l'an dernier. »*

Des recherches afin de concevoir des écrans libres ou de faible intensité de lumière bleue sont en cours, indique Mme Dumont. Mais en attendant leur arrivée sur le marché, la docteure recommande de cultiver de bonnes habitudes avant le coucher. (Voir encadré).

1. Selon une étude menée par l'Université de Bâle, en Suisse, en 2011.

2 . *Journal of Carcinogenesis & Mutagenesis*

〉 COMMENT **RÉDUIRE SON EXPOSITION** À LA LUMIÈRE BLEUE

- Adopter un horaire de sommeil régulier
- Éviter d'être exposé à la lumière bleue près de deux heures avant le coucher
- Préférer les ampoules incandescentes (qui génèrent moins de lumière bleue) aux ampoules LED
- Activer des filtres sur les écrans des appareils mobiles
- Utiliser des lunettes avec filtre en cas de fatigue oculaire (selon les recommandations d'un spécialiste)

INJECTION LÉGALE

L'étudiante en études féministes à l'UdeM Marie-Ève Grenier a travaillé cet été à Montréal en tant qu'intervenante au sein d'un Service d'injection supervisée (SIS). Quelques organismes proposent ce type de service, un lieu où des utilisateurs peuvent s'injecter des drogues en toute légalité et sous la supervision d'un personnel formé.

PAR ZOÉ GADESSAUD

***Quartier Libre* : Tu as travaillé pendant neuf semaines à Spectre de rue, un organisme qui propose un SIS. En quoi est-ce que ce travail est lié à tes études ?**

Marie-Ève Grenier : J'ai étudié en technique d'intervention délinquance et fait deux certificats à l'UdeM : toxicomanie et sexualité. Après avoir suivi un cours sur la toxicomanie, les SIS ont toujours été pour moi un objectif professionnel.

Q. L. : Quelle est la mission de ce lieu ?

M-È G. : À Spectre de Rue, on travaille sur la réduction des méfaits personnels et sociétaux en rendant les usagers de drogues responsables de leur consommation. Sans les SIS, une personne peut consommer à l'extérieur et risquer de faire une overdose, de laisser sa seringue traîner et de propager des infections transmissibles par le sang.

Souvent, les gens pensent que si l'on donne des seringues et des salles où s'injecter de la drogue, on encourage la consommation. Mais que l'on soit là ou pas, les usagers vont consommer de la même façon. Il faut juste s'assurer qu'ils le font de manière sécuritaire pour eux-mêmes et pour les gens autour d'eux.

Q.L. : Qu'est-ce qui t'a plu dans cette expérience de travail ?

Ces établissements ont une mission et des valeurs très humaines, tu respectes sans jugement la personne, son parcours, ses objectifs, son rythme. Quand j'étais là-bas, je voulais créer des liens avec les usagers. Ce sont des personnes qui ont besoin de raconter leur histoire et d'être écoutées, parce qu'elles sont souvent ignorées dans la rue. Lorsqu'elles arrivent dans nos services, le but est de les considérer comme des êtres humains.

Q. L. : Quelle expérience t'a le plus touchée ?

M-È G. : Les usagers nous racontent quelques fois comment ils en sont arrivés là, il faut comprendre qu'ils n'ont pas décidé du jour au lendemain de s'injecter des drogues ! Parfois, être intervenante peut être décourageant, car nous sommes exposés à une réelle détresse, mais cela fait partie du métier. Je me souviens d'une fois où un usager a fait une overdose. Je devais préparer le remède pour le lui injecter, mais je tremblais tellement que j'en ai renversé partout. Je n'arrêtais pas de me dire *« il ne faut pas qu'il meure ! »* On l'a sauvé, et au réveil, il a dit : *« Merci de m'avoir sauvé la vie. »* La situation a été très stressante, mais également gratifiante. Ça te remet les pieds sur terre.

Photo : Courtoisie Mouvement Étudiant

Marie-Ève Grenier a travaillé dans un service d'injection supervisée. À Montréal, l'initiative a été lancée en 2017 par le réseau de la santé et des services sociaux du Québec, il existe trois sites fixes et une unité mobile.

Q. L. : Quel est le quotidien d'une intervenante au SIS ?

M-È G. : C'est imprévisible, parce que l'on côtoie des gens avec des humeurs changeantes, et la fréquentation varie. Certains habitués viennent tous les jours et d'autres seulement une fois par mois. Pour ce qui est de l'organisation, le SIS est divisé en trois salles : le site fixe, où la personne procède à l'inscription avec la possibilité de donner un pseudonyme pour préserver sa confidentialité ; la salle de repos, où elle peut manger et utiliser les ordinateurs ; et enfin celle où elle procède aux injections.

Q.L. : Comment se déroulent les injections ?

M-È G. : C'est la personne elle-même qui procède à l'injection avec la seringue, car on considère qu'elle est autonome. Le maximum que l'on puisse faire, c'est de pointer là où la personne doit insérer l'aiguille et l'aider en montrant des points d'injection sécuritaires, par exemple. Parallèlement, on met de la musique et on jase avec eux. Les intervenants et infirmiers n'interviennent que s'il y a des complications ou une overdose.

FAUSSES NOUVELLES

LUTTER CONTRE LA DÉSINFORMATION

Auparavant destiné exclusivement aux élèves du secondaire, le programme « 30 secondes avant d'y croire », de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), s'est élargi aux universités et aux cégeps québécois. Cette formation vise à lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles propagées sur Internet.

PAR AISHA JALIL

La chargée de conception et développement du contenu du programme, Eve Beaudin, explique que c'est dans le cadre des élections fédérales que la FPJQ a décidé d'ouvrir son programme « 30 secondes avant d'y croire » à l'ensemble des universités et des cégeps québécois.

Une des motivations principales derrière l'ouverture de cette formation est la volonté de sensibiliser les étudiants aux conséquences des fausses nouvelles sur la vie politique. *« On travaille sur des exemples qui portent sur des enjeux d'ici et d'ailleurs,* précise Mme Beaudin. *Les fausses nouvelles qui ont entouré les élections de Trump et de Bolsonaro représentent toujours de bons outils d'analyse. »*

Une formation gratuite

Pour participer à ce programme, qui s'adresse à tous les étudiants, quel que soit leur domaine d'études, les professeurs doivent déposer une demande auprès de la FPJQ.

Les formations sont données par des journalistes provenant de tout le Québec. *« Jusqu'à présent, on compte environ 60 bénévoles impliqués dans ce programme »,* affirme Mme Beaudin. De ce fait, le programme reste gratuit, tant pour les établissements éducatifs que pour les étudiants.

Distinguer l'information

Le contenu s'adapte aux besoins de chaque classe, bien que l'objectif reste toujours le même. *« Sensibiliser et fournir les outils nécessaires pour pouvoir distinguer l'information peu fiable de l'information validée, particulièrement sur le Web, car c'est là que la désinformation survient,* souligne Eve Beaudin. *Mais on explique aussi comment fonctionne une salle de rédaction, les codes de déontologie des journalistes, entre autres. »*

Depuis sa mise en place au début de l'année 2018, « 30 secondes avant d'y croire » a déjà formé environ 8 000 étudiants du secondaire partout dans la province du Québec. Cependant, aucun appel provenant des universités n'a encore eu lieu.

CULTURE | DANSE

ŒUVRE HYPNOTIQUE

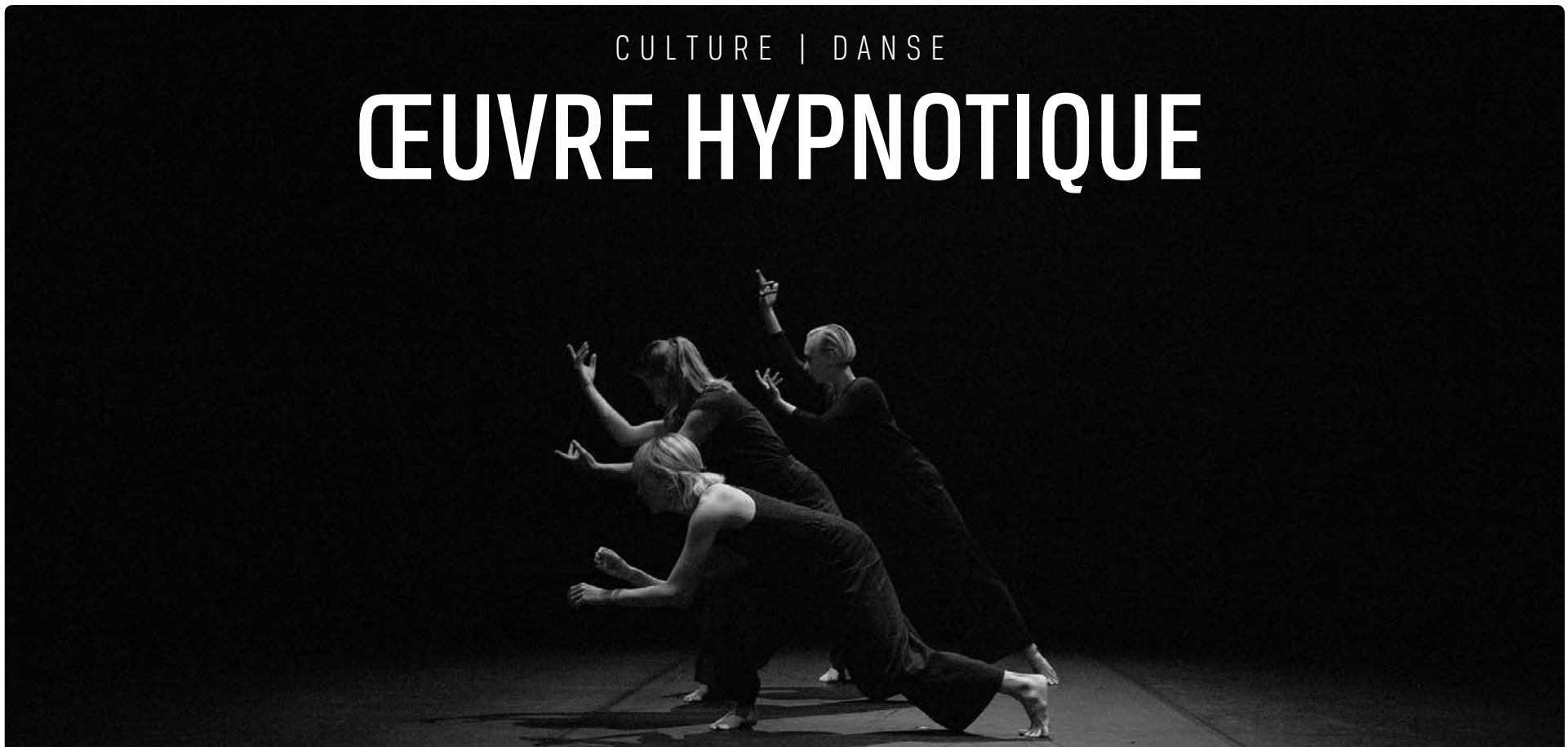


Photo : Jacob Côté

Des étudiants de l'UdeM ont participé aux annuelles *Danses buissonnières* de l'organisme Tangente du 26 au 29 septembre dernier, dans l'édifice Wilder. Ce spectacle est l'occasion pour des danseurs contemporains de partager leurs créations. L'étudiante au certificat en musique et arts de l'UdeM Stefania Skoryna nous a fait découvrir sa chorégraphie dans la pièce *Ellipses* : une création où la gestuelle est en profonde relation avec la musique.

PAR MARTY DAOUST

Ellipses est un projet multidisciplinaire qui a pris forme dans le cadre du séminaire *Composer et interpréter la musique pour la danse*, organisé par l'UdeM durant la session d'automne 2018. D'après la chorégraphe et diplômée de l'école de danse contemporaine Stefania Skoryna, c'est au cours de cette réunion entre chorégraphes, compositeurs et interprètes que l'équipe s'est formée.

« C'est un vrai travail de symbiose, affirme-t-elle. *Tu dois t'adapter à chaque personne. »* Elle fut heureuse d'être sélectionnée par l'organisme de danse contemporaine Tangente en avril dernier. *« C'est un travail auquel je crois, il n'y a pas plus Stefania que ça »,* poursuit la chorégraphe.

Processus de création

C'est en trouvant des similitudes dans la sensibilité musicale des membres que le compositeur d'*Ellipses,* Olivier Alary, eut l'idée d'utiliser un ostinato, à savoir la répétition d'une formule rythmique ou mélodique, pour structurer la pièce.

C'est à partir de cette idée que Stefania a vu émerger l'essence de son œuvre. *« J'ai écouté Olivier en studio et j'ai tout de suite eu l'image d'un rond*, explique-t-elle. *Comme un cercle qui tourne et se défait au fur et à mesure. »* Après une première ébauche interprétée par le musicien au doctorat en musicologie option interprétation d'alto à l'UdeM Victor de Coninck, les idées brutes de la chorégraphie sont venues par improvisation. Le processus de création s'est ainsi déroulé activement pendant deux mois dans un studio d'enregistrement et dans un studio de danse, tous les deux situés à Montréal.

D'abord unies au centre de la scène par des mouvements elliptiques et un état d'unisson musical, les danseuses se détachent ensuite pour proposer leur propre solo mélodique. Celles-ci sont jumelées à des voix qui prennent différentes vitesses.

Jeu de mouvements

L'altiste explique avoir dû interpréter trois partitions complexes au rythme effréné, qui ont par la suite été superposées. *« Il y a quatre notes pour chacun des temps,* indique Victor. *C'est un jeu d'images et de couleurs. »* La pièce a évolué graduellement en dualité mouvement-musique. Olivier et Stefania ont respectivement élaboré une série de motifs et de mouvements circulaires pour l'accompagner.

La pièce *Ellipses* a été sélectionnée parmi une quarantaine de projets soumis par un jury composé de cinq chorégraphes (Claudia Chan Tak, Alexandra « Spicey » Landé, Sébastien Provencher, Anne-Flore de Rochambeau, Jessica Serli) associés aux producteurs de Tangente. Tangente présente plusieurs programmations à l'année à l'Espace danse de l'édifice Wilder, dont la « 3e Biennale du festival Altérité, pas à pas ! » du 10 au 20 octobre.

UN, DEUX, TROIS... PIANOS !

Après deux pianos endommagés lors de leur transport de l'Allemagne vers le Canada, le troisième, un Steinway Hambourg de modèle D, est arrivé intact à l'UdeM. Deux membres de la Faculté de musique expriment l'intérêt musical et universitaire que suscite cet instrument.

PAR LÉA SAAD

Photos : Jacob Côté

Si le projet de remplacement du piano de la salle Claude-Champagne a débuté en 2011, il a fallu attendre décembre 2018 pour que le nouvel instrument y prenne place. *« C'est une initiative du secteur piano »,* rapporte le professeur à la Faculté de musique Jean Saulnier. Le pianiste a lancé la campagne « Talent à partager » afin de financer entièrement le projet. Grâce à l'organisation de récitals, les dons se sont élevés à 300 000 $, selon lui.

Lorsque le budget a été atteint, le musicien indique qu'une équipe composée de professeurs et d'un technicien est allée sélectionner l'instrument en Allemagne. *« Une fois qu'ils l'ont choisi, ils étaient unanimes : c'était le piano du siècle »,* affirme l'étudiant au programme Interprétation-piano à la Faculté de musique Medhi Ghazi.

Deux échecs plus tard

Le premier piano est arrivé cassé en novembre 2017. *« En arrivant ici, il y a eu un problème à l'aéroport,* explique Medhi. *Puis l'équipe est repartie en Allemagne, où ils en ont choisi un deuxième, puis ça a été la même chose. »* Cette seconde tentative n'est pas passée inaperçue. Lorsque le piano est arrivé endommagé le 22 mars, il a fallu annuler le concert inaugural, déjà prévu. « *Il y avait toute sorte de rumeurs dans la Faculté de musique* », ajoute Medhi.

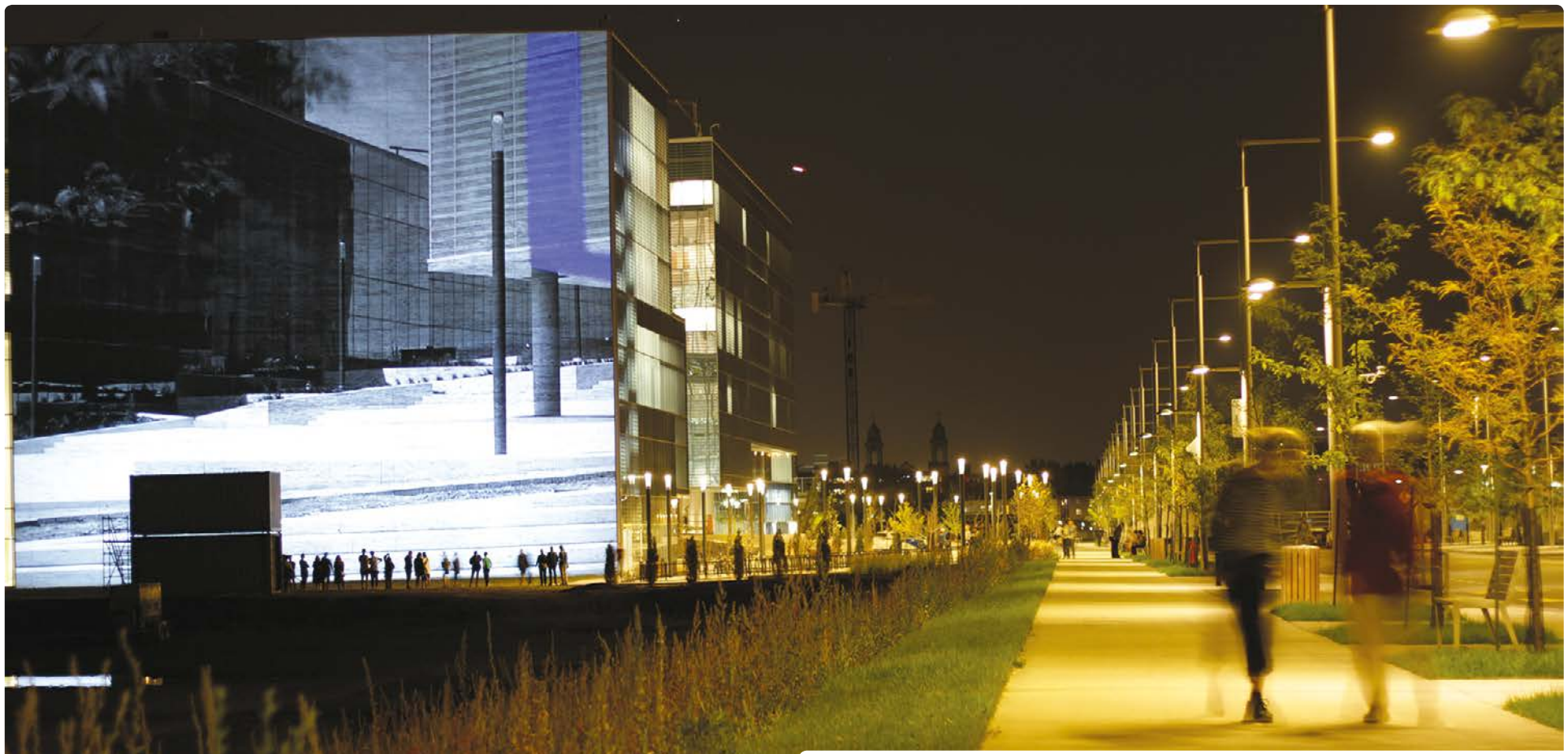
M. Saulnier explique que le mystère autour de l'accident persiste. *« On a vu que la boite a été endommagée,* note-t-il. *Mais on ne sait pas qui a fait ça ni quand. »* Le professeur ajoute que ce sont les assurances de Steinway qui ont pris en charge les coûts.

Lorsque le troisième piano est arrivé, Medhi raconte que personne n'avait le droit d'y toucher, et ce, jusqu'à l'inauguration. *« Il était gardé comme un trésor,* dit-il. *Pour l'instant, ce sont seulement les élèves de niveau maîtrise et doctorat qui y ont accès. »* Ayant eu l'occasion de jouer à l'inauguration, Medhi a été le premier à l'essayer. *« Il y avait quasiment une file d'attente d'élèves qui attendaient pour connaître le verdict : "Il a l'air de quoi ce piano ?" »*

Un intérêt universitaire

Medhi ajoute que tous les élèves à la maîtrise et au doctorat font leur récital de fin d'année, à savoir leur examen final, sur ce piano. *« Avant les récitals, on a le droit à des répétitions pour connaître l'instrument »,* assure l'étudiant. Il précise que c'est sur ce piano que les élèves font leurs enregistrements. *« Cela peut servir dans des dossiers pour les bourses, pour des concours et pour des auditions,* poursuit-il. *La qualité du piano peut faire une très grande différence entre un dossier retenu et un dossier refusé. Et les Steinway Hambourg sont les meilleurs sur le marché. »*

Medhi explique qu'il faut un certain temps pour s'habituer à ce type d'instrument. *« Au début, c'est toujours un petit choc,* avoue-t-il. *C'est comme si tu voyais en noir et blanc et tout d'un coup, tu as accès à toutes ces couleurs-là. C'est un instrument avec beaucoup de corps dans le son, mais c'est toujours rond ! »* Pour lui, ce piano permet de découvrir les œuvres sous un autre angle.



CULTURE | PROJECTIONS

LE MIL S'ILLUMINE

Dans le cadre de l'inauguration du campus MIL, sept étudiants de la Faculté de l'aménagement de l'UdeM, répartis en trois équipes, ont présenté leurs créations vidéo en grand format, sur un mur extérieur du nouveau bâtiment. Les artistes ont profité de l'expertise des mentors de l'entreprise Moment Factory.

TEXTE ET PHOTOS : LOUIS-PHILIP PONTBRIAND

La vidéo réalisée par les étudiantes Ruth Elvire Dejean, Camille Duquette et Tracy Rakoto, projetée sur le mur extérieur du Complexe des sciences.

Peu après la tombée de la nuit, le 21 septembre dernier, a eu lieu le lancement de l'exposition vidéo *MIL en lumière*, réalisée par trois équipes d'étudiants en design industriel de l'UdeM. Cette série de projections a clos une journée organisée conjointement par la Ville de Montréal et l'UdeM, sur le nouveau campus construit sur le site de l'ancienne gare de triage ferroviaire d'Outremont.

« On a découvert des habiletés qu'on ne savait pas qu'on avait », explique l'étudiante en design industriel Ruth Elvire Dejean, au sujet du long travail d'équipe qui a permis de réaliser la vidéo projetée sur le mur derrière elle. « *On a aussi appris beaucoup les unes des autres, car on a toutes des champs d'expertise différents.* » Ruth, qui compte terminer son programme en mai 2020, précise qu'elle se spécialise avant tout en vidéo et en montage, alors que ses deux coéquipières, Camille Duquette et Tracy Rakoto, travaillent respectivement en animation *stop-motion* et en construction de maquettes.

Des spectateurs quittent le site après avoir observé les vidéos, projetées en boucle sur un mur extérieur de l'édifice voisin.

Une démarche d'apprentissage

Ruth affirme qu'elle et son équipe ont beaucoup appris lors de leurs rencontres de création hebdomadaires avec cinq mentors issus de Moment Factory, ainsi qu'avec le chargé de cours de la Faculté de l'aménagement Robert Reis. *« On a vraiment profité de leur expertise,* reconnaît-elle. *On s'est senties vraiment choyées d'être dans l'entreprise et de pouvoir faire partie de cette équipe-là. On avait aussi plein de questions d'ordre plus technique, comme les projections elles-mêmes. »*

L'un des mentors du projet était le directeur multimédia chez Moment Factory, Éric Morin, qui dit occuper ce poste à titre de pigiste. M. Morin, qui est également réalisateur de cinéma (*Chasse au Godard d'Abbittibbi, Nous sommes Gold*), explique que les exigences rigoureuses de *MIL en lumière* auront éventuellement eu raison de la majorité des équipes participantes. *« Il y avait onze équipes intéressées au départ*, précise le réalisateur. *Mais à la fin du processus, il n'en restait que trois. Les meilleures équipes se sont sélectionnées d'elles-mêmes. »*

Selon le mentor, l'objectif premier de cette collaboration était de guider chaque équipe et d'adapter leur projet aux conditions particulières de projection. *« On doit tenir compte du fait que les projections ont lieu le soir et la nuit, devant un public qui n'est pas captif,* développe-t-il. *Tu n'accroches donc pas celui-ci à l'aide de la musique ni d'une histoire, mais plutôt par ce que j'appelle des petits "waouh"* ». Le cinéaste mentionne au passage le fil conducteur du projet. « *C'est presque un projet d'urbanisme en soi, car il s'inscrit dans une démarche d'intégration avec les quartiers environnants »,* conclut-il.

Les projections étudiantes de *MIL en lumière* ont été présentées du 21 au 28 septembre.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

Sortons VOTER

3200 Jean-Brillant | LOCAL LOCAL, 2e étage

CEPSUM | Foyer, 4e étage

Samedi 5 octobre | 9h à 18h

Dimanche 6 octobre | 12h à 16h

Lundi 7 octobre | 10h à 22h30

Mardi 8 octobre | 10h à 22h30

Mercredi 9 octobre | 10h à 22h30

Il sera également possible de voter à la Polythecnique Montréal et au HEC Montréal .

sortonsvoter.ca **#JeVote**

CASA | ACAE
Canadian Alliance of Student Associations
Alliance canadienne des associations étudiantes

UEQ UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

FAÉCUM